Egalité et Liberté

Pour Tocqueville, dans la problématique de *La démocratie*, égalité et liberté constituent un couple indissociable dont les deux éléments sont en constante interaction même si, antérieurement, ou dans un autre contexte, ils peuvent être envisagés séparément, singulièrement dans des sociétés non démocratiques où ils appartiennent à des ordres (au sens pascalien du terme) différents et hétérogènes. Il aborde la problématique du couple égalité-liberté à partir d'une approche dialectique et comparatiste : société aristocratique et société démocratique.

La dialectique liberté / égalité existe dès l'état social démocratique, qui mène aux régimes démocratiques ; elle constitue désormais l'enjeu capital de ces sociétés démocratiques dans lesquelles elle forme une sorte de couple de forces : « *(Il est même possible) d'imaginer un point extrême où la liberté et l'égalité se touchent et se confondent (...)* »

Nul ne différant alors de ses semblables, personne ne pourra exercer un pouvoir tyrannique; les hommes seront parfaitement libres, parce qu'ils seront tous entièrement égaux; et ils seront tous parfaitement égaux parce qu'ils seront entièrement libres. C'est vers cet idéal que tendent les peuples démocratiques.»

Mais le couplage de la liberté et de l'égalité ne constitue pas pour autant la règle générale des sociétés démocratiques : l'égalité peut ne pas exister dans une société libre, de même que les individus peuvent être égaux sans être libres, sachant que, pour Tocqueville, dans ces développements il n'est question que de liberté politique. Il poursuit donc ainsi son analyse :

« Voilà la forme la plus complète que puisse prendre l'égalité sur la terre; mais il en est mille autres, qui, sans être aussi parfaites, n'en sont guère moins chères à ces peuples.

L'égalité peut s'établir dans la société civile, et ne peut régner dans le monde politique. On peut avoir le droit de se livrer aux mêmes plaisirs, d'entrer dans les mêmes professions, de se rencontrer dans les mêmes lieux; en un mot, de vivre de la même manière et de poursuivre la richesse par les mêmes moyens, sans prendre tous la même part au gouvernement.

Une sorte d'égalité peut même s'établir dans le monde politique, quoique la liberté politique n'y soit point. On est l'égal de tous ses semblables, moins un, qui est, sans distinction, le maître de tous, et qui prend également, parmi tous, les agents de son pouvoir (...)

Quoique les hommes ne puissent devenir absolument égaux sans être entièrement libres, et que par conséquent l'égalité, dans son degré le plus extrême, se confonde avec la liberté, on est donc fondé à distinguer l'une de l'autre.

La liberté s'est manifestée aux hommes dans différents temps et sous différentes formes; elle ne s'est point attachée exclusivement à un état social, et on la rencontre autre part que dans les démocraties. Elle ne saurait donc former le caractère distinctif des siècles démocratiques ».

Seulement liberté et égalité s'inscrivent dans la société historiquement et Tocqueville nous livre dans le premier *Mémoire sur le paupérisme*, une vision quasi rousseauiste de l'égalité et de l'origine de l'inégalité :

« L'égalité ne se rencontre qu'aux deux bouts de la civilisation. Les sauvages sont égaux entre eux parce qu'ils sont tous également faibles et ignorants. Les hommes très civilisés peuvent tous devenir égaux parce qu'ils ont tous à leur disposition des moyens analogues d'atteindre l'aisance et le bonheur. Entre ces deux extrêmes se trouvent l'inégalité des conditions, la richesse, les lumières, le pouvoir des uns, la pauvreté, l'ignorance et la faiblesse de tous les autres ».

La liberté et l'égalité n'ont donc pas la même force dans le vécu des sociétés démocratiques et Tocqueville considère ici, sans l'exprimer explicitement, que dans les États de droit des monarchies européennes, et singulièrement en France, la liberté constitue d'abord une valeur essentiellement naturelle, et même consubstantielle à la société aristocratique, alors qu'elle participe également, et dès l'origine, de la société démocratique des États-Unis :

« Chez les Américains, c'est donc la liberté qui est ancienne; l'égalité est comparativement nouvelle. Le contraire arrive en Europe où l'égalité, introduite par le pouvoir absolu et sous l'œil des rois, avait déjà pénétré dans les habitudes des peuples longtemps avant que la liberté fût entrée dans leurs idées ».

Pour les Européens, au contraire, et pour les Français en particulier, l'égalité est une valeur très ancienne qui s'est développée progressivement et continûment depuis le XIIe siècle ainsi qu'il l'a longuement développé dans l'introduction de la première *Démocratie*, et ce, grâce à l'alliance du souverain et du Tiers; depuis lors les rois se sont montrés « *les plus constants niveleurs* » :

« Chez la plupart des nations modernes, et en particulier chez tous les peuples du continent de l'Europe, le goût et l'idée de la liberté n'ont commencé à naître et à se développer qu'au moment où les conditions commençaient à s'égaliser, et comme conséquence de cette égalité même. Ce sont les rois absolus qui ont le plus travaillé à niveler les rangs parmi leurs sujets. Chez ces peuples, l'égalité a précédé la liberté; l'égalité était donc un fait ancien, lorsque la liberté était encore une chose nouvelle ; l'une avait déjà créé des opinions, des usages, des lois, qui lui étaient propres, lorsque l'autre se produisait seule, et pour la première fois, au grand jour. Ainsi, la seconde n'était encore que dans les idées et dans les goûts, tandis que la première avait déjà pénétré dans les habitudes, s'était emparée des mœurs, et avait donné un tour particulier aux moindres actions de la vie. Comment s'étonner si les hommes de nos jours préfèrent l'une à l'autre ?

Je pense que les peuples démocratiques ont un goût naturel pour la liberté; livrés à eux-mêmes, ils la cherchent, ils l'aiment, et ils ne voient qu'avec douleur qu'on les en écarte. Mais ils ont pour l'égalité une passion ardente, insatiable, éternelle, invincible; ils veulent l'égalité dans la liberté, et, s'ils ne peuvent l'obtenir, ils la veulent encore dans l'esclavage. Ils souffriront la pauvreté, l'asservissement, la barbarie, mais ils ne souffriront pas l'aristocratie ».

Telle est la dérive naturelle de la société française, inscrite dans nos gènes et notre histoire depuis la Révolution. Dans ses notes de lecture préparatoires au second volume de *L'Ancien Régime et la Révolution*, Tocqueville souligne comment, dès 1788, ce qu'il appelle *Le mot final de la Révolution*, était déjà implicitement pour une majorité d'individus : « *Tâchons d'être libres en devenant égaux, mais plutôt cent fois cesser d'être libres que rester ou devenir inégaux* ».

Il existe en effet chez les citoyens de nos démocraties une propension pernicieuse à sacrifier la liberté, celle des autres d'abord, la leur ensuite, à l'égalité et/ou à la sécurité. La raison de cet abandon est simple : la liberté est exigeante, ses inconvénients, immédiats, et ses avantages à long terme ; à l'inverse, l'égalité est d'un usage commode et ses avantages immédiatement perceptibles. *L'homo democraticus* dit : « *donne-nous l'égalité nous te tenons quitte de la liberté* » comme il dit à Zarathoustra : « *Donne-nous le dernier homme, nous te tiendrons quitte du surhomme* » :

« Nul ne différant alors de ses semblables, personne ne pourra exercer un pouvoir tyrannique ; les hommes seront parfaitement libres, parce qu'ils seront tous entièrement égaux ; et ils seront tous parfaitement égaux parce qu'ils seront entièrement libres. C'est vers cet idéal que tendent les peuples démocratiques. (...)

Le fait particulier et dominant qui singularise ces siècles, c'est l'égalité des conditions; la passion principale qui agite les hommes dans ces temps-là, c'est l'amour de cette égalité.(...)

Mais, indépendamment de cette raison, il en est plusieurs autres qui, dans tous les temps, porteront habituellement les hommes à préférer l'égalité à la liberté.

Si un peuple pouvait jamais parvenir à détruire ou seulement à diminuer lui-même dans son sein l'égalité qui y règne, il n'y arriverait que par de longs et pénibles efforts. Il faudrait qu'il modifiât son état social, abolît ses lois, renouvelât ses idées, changeât ses habitudes, altérât ses mœurs. Mais, pour perdre la liberté politique, il suffit de ne pas la retenir, et elle s'échappe ».